



Mon action à l'Assemblée nationale entre juin 2012 et mai 2017

Le mandat de député que m'ont confié les Nivernais m'engage, d'abord, à un travail chaque jour pour des lois plus justes, plus ambitieuses, plus proches de chacun et des réalités de l'évolution de nos territoires. Cet engagement, je le fais exister par un travail régulier et approfondi à l'Assemblée nationale.

Cet investissement m'a conduit à exercer plusieurs responsabilités. En 4 ans, j'ai rédigé 12 rapports. J'ai été rapporteur durant 3 années du budget de la sécurité sociale avec la confiance des membres de la commission des affaires sociales, dont j'assumais l'animation politique.

J'ai également cosigné et soutenu plus de 70 propositions de loi, dont certaines que j'ai initiées. Je suis particulièrement fier d'être ainsi à l'origine de celle visant au renforcement des outils de gestion du foncier agricole.

Ce travail de député, ce sont également des centaines d'amendements écrits et signés, 56 questions orales et écrites posées au gouvernement, des centaines d'heures de débats en commissions et dans l'hémicycle pour défendre mes positions.

Enfin, j'ai été à l'origine de la création de la commission Droits et libertés à l'âge du numérique que j'ai présidée durant un an.

Christian PAUL
député de la Nièvre

A la commission des affaires sociales

Durant 3 ans, j'ai siégé à la commission des affaires sociales en tant que responsable du groupe des députés socialistes et rapporteur du budget de la sécurité sociale. Ainsi, j'ai pu contribuer à certaines des avancées principales de ce quinquennat :

✓ adoption d'un dispositif « carrières longues » permettant aux personnes ayant commencé à travailler avant 20 ans (et non plus avant 16), et ayant cotisé, l'ensemble de leurs trimestres de **partir à la retraite à 60 ans**. Dans la Nièvre ce sont ainsi 2.669 retraités qui ont bénéficié d'un départ à la retraite anticipé depuis 2012

✓ **obligation d'une mutuelle professionnelle** financée à majorité par l'employeur pour tous les salariés

✓ **généralisation du tiers payant**, y compris lors des consultations médicales

✓ création d'un **compte personnel d'activité** regroupant les droits acquis par un salarié ou un indépendant en matière de **formation, de pénibilité et de chômage** tout au long de sa carrière

✓ **extension des tarifs sociaux** pour les soins dentaires et prothèses

✓ **création de 800 maisons de santé**. Dans la Nièvre, ce sont 17 maisons de santé nouvelles qui ont ouvert, ainsi que 17 maisons de service public et 5 à venir

✓ meilleure représentativité des usagers et des patients au sein des hôpitaux

✓ adoption de **la loi du 17 mai 2013 « Mariage pour tous »** ouvrant le droit au mariage et à l'adoption aux couples de même sexe.

✓ ouverture d'un droit à la sédation profonde et continue pour les patients condamnés et dont les souffrances ne peuvent être apaisées

✓ instauration d'un droit à l'oubli après 15 ans pour les personnes guéries d'un cancer qui n'ont plus à le déclarer lors de la souscription d'un emprunt ou d'une assurance

✓ réforme des allocations familiales afin de renforcer le soutien aux plus précaires. 2.176 familles nivernaises ont bénéficié d'une augmentation de l'allocation de soutien familial et 1.273 d'une majoration du complément familial

✓ 5.740 ménages nivernais ont vu leur RSA socle revalorisé et 6.546 foyers touchent la prime d'activité depuis 2016.

Le monde numérique

Je me bats depuis mon premier mandat pour que la révolution numérique soit celle de tous les progrès. Comme toutes les grandes révolutions, l'arrivée du numérique dans tous les pans de notre civilisation, du droit du travail à l'accès à l'information, de la communication instantanée aux rapprochements de mondes jusqu'ici étrangers, celle-ci constitue une chance mais aussi un enjeu majeur de démocratie.

Très investi lors de mon dernier mandat sur la loi Hadopi, j'ai poursuivi durant ces quatre années mon combat en obtenant la création de la toute première commission ad hoc de l'Assemblée nationale, la commission « Droits et libertés à l'âge du numérique ». Je l'ai co-présidée durant un an avec Christiane Feral-Schuhl, ancienne bâtonnière de Paris, afin que tous ces enjeux soient déterminés dans un cadre démocratique, par les représentants des Français et les meilleurs acteurs de la civilisation numérique. Nous avons notamment ainsi pu faire entendre notre voix dans la conception et le vote de la Loi pour une République Numérique, qui a permis de réguler des secteurs aussi divers que le jeu vidéo, les locations ponctuelles de logements, les plates-formes collaboratives, et, surtout, les communs. Nous avons notamment permis que la liberté de panorama, c'est-à-dire, le droit pour chacun de photographier des œuvres situées sur la voie publique et de les partager, soit sanctifié.

A l'unanimité, cette commission s'est opposée à plusieurs articles de la loi « Renseignement », et notamment ceux mettant en place une surveillance massive.

Nous avons souhaité que notre rapport, rendu l'été dernier au Président de l'Assemblée nationale, soit considéré comme un guide des usages du numérique de demain.

Les axes retenus en sont :

- ✓ consécration du droit fondamental à l'information d'intérêt public (accès aux documents administratifs notamment)
- ✓ organisation du droit à l'information publique à l'ère du numérique et open data des données publiques
- ✓ renforcement de la protection des lanceurs d'alerte
- ✓ défense de la liberté d'expression via la neutralité des supports et la confirmation du rôle du juge comme son garant
- ✓ protection de la vie privée et des données personnelles
- ✓ renforcement de l'autonomie informationnelle de chacun
- ✓ garantie du droit d'accès à Internet et neutralité des réseaux
- ✓ définition de frontières nouvelles entre propriété et communs afin que chacun puisse jouir de droits culturels dans le respect de la propriété intellectuelle.

Ecologie et monde rural

L'année dernière, notre pays s'est honoré de la signature des accords de la Cop 21 engageant 195 pays à limiter le réchauffement climatique à 1.5 degrés et à réduire leurs gaz à effet de serre.

Mais la lutte à mener pour une transition écologique ne pourra être gagnée sans nos territoires ruraux, détenteurs des savoirs nécessaires pour produire plus durablement demain. Durant quatre ans, j'ai œuvré comme vice-président du groupe élevage de l'Assemblée nationale pour que notre agriculture soit soutenue.

Ainsi, depuis 2012, nous avons obtenu la création d'un plan de soutien à l'élevage de 3 milliards d'euros et le maintien des 64 milliards de la PAC.

Economie et modèle social

Tout au long de ce quinquennat, j'ai considéré que les choix retenus n'avaient pas été ceux de nos engagements et que notre pays attendait pour sortir des dix ans du marasme économique dans lequel l'avait plongé la droite.

Aux côtés de dizaines d'autres députés socialistes, j'ai plaidé pour que l'application du CICE soit recentré sur des objectifs concrets (embauches, modernisations du système de production, investissements, etc.).

Oui, nous devons aider les entreprises à restaurer leurs marges mais sans y consacrer 40 milliards d'euros, ni laisser cette politique de relance massive s'accompagner des dérives libérales que nous avons connues. Les hausses d'impôt sur les ménages (TVA) et les réductions de budgets publics pour financer ces 40 milliards m'ont paru inacceptables. Elles ont étouffé la reprise économique. J'ai ainsi voté le CICE, après avoir exprimé des réserves au Premier ministre Jean-Marc Ayrault, mais me suis opposé au pacte de responsabilité. J'ai également tenté d'imposer la répartition de ces moyens considérables vers un soutien véritable à la demande, c'est-à-dire au pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Plus généralement, ce combat s'est étendu à tous les aspects délétères d'une politique libérale assumée. Il aura évité bien des dérives. Ainsi, **nous avons obligé le gouvernement à revoir des copies aussi critiquables que les premières versions des lois Macron et El Khomri, dites Loi travail.** Si nous ne les avons malheureusement pas empêchées, nous avons permis l'encadrement du recours au travail du dimanche, de la réforme prud'homale ou des conditions de licenciement. Nous nous sommes également battus aux côtés des syndicats afin de garantir leurs droits dans le cadre des accords d'entreprise.

Enfin, **nous sommes parvenus à « muscler » une loi bancaire autrement bien insuffisante.**

Cette loi a permis de mettre en place des dispositifs efficaces pour lutter contre la fraude fiscale et la délinquance économique. Contrôle des sociétés de holding, protection des lanceurs d'alerte, de l'usage des données bancaires, extension de la durée de prescription pour les enquêtes de délinquances financières, reporting pays par pays dans les comptes des entreprises, plafonnement des frais bancaires, meilleure information du consommateur, lutte contre la spéculation, notamment autour des denrées alimentaires et plafonnement des frais bancaires (amendement que j'ai déposé). Cette loi, il faudra encore la renforcer.

J'ai, par ailleurs, bien sûr voté et encouragé de nombreuses mesures positives pour la vie économique du pays et le pouvoir d'achat des Français. En 4 ans, nous avons ainsi pu :

- ✓ créer **une prime d'activité** rapportant en moyenne 400 euros aux salariés les plus modestes
- ✓ revaloriser de **10% les minimas sociaux**
- ✓ intensifier **la lutte contre la fraude fiscale** et récupérer 5 milliards, utilisés pour réduire les impôts des 12 millions de foyers les plus modestes
- ✓ créer **275.000 contrats d'avenir**, contrats aidés par l'Etat qui permettent d'employer des jeunes de 16 à 25 ans en CDI ou en CDD jusqu'à trois ans, avec une rémunération au niveau du smic
- ✓ créer plus de 47000 postes dans l'éducation nationale. 60000 devraient être créés d'ici la fin de l'année 2017.

Dans la Nièvre :

- ✓ 1.359 actifs ont été embauchés en 2016 grâce au dispositif embauche PME
- ✓ plus de 1.600 jeunes ont bénéficié d'un emploi d'avenir
- ✓ 228 entreprises ont été soutenues par la BPI France et 4.354 ont bénéficié du CICE
- ✓ 34.390 foyers ont bénéficié en 2015 d'une baisse d'impôt sur le revenu de 321 euros en moyenne